

# Qui doit créer la monnaie ?

Posté le : 29 novembre 2016 22:03 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Monnaies et changes, Attitudes

Le système bancaire mondial est en faillite virtuelle depuis 2006. Il a inévitablement craqué en 2008. Les pertes latentes accumulées lors des décennies précédentes avaient atteint plus de dix mille milliards de dollars, un gros multiple du capital des banques. Les constater aurait été équivalent à accepter la perte de tous les dépôts dans les banques occidentales. Pour éviter ce scénario catastrophe, on sait que la solution retenue a été de créer de la monnaie banque centrale à tout va (16 mille milliards de dollars), de créer plus de 60 mille milliards de dettes nouvelles à taux presque nuls, de transférer une partie du fardeau aux Etats et aux contribuables, et de rechercher, sans trop de succès, un peu d'inflation pour limer progressivement le bloc de dettes, sans que les porteurs ne se sentent trop floués. La création monétaire des banques centrales a été telle que les taux sont devenus négatifs, et que les banques ont répercuté sauvagement sur le déposant, sous forme de taxe, l'usage d'un compte courant par ailleurs imposé par la puissance publique. En même temps on a cherché à encadrer, en l'étouffant, les activités bancaires, à l'aide de deux techniques : des législations de plus en plus contraignantes et une obligation de couverture en capital des différents marchés de prêts bancaires.

Le plus significatif, dans ce désordre, est l'absolu dédain pour les causes réelles de l'écroulement bancaire, mis simplement à charge des traders et de leur goût prétendument nouveau pour le lucre. Du coup, des contradictions monstrueuses se sont fait jour entre une doctrine économique basée sur le libéralisme et des pratiques absolument liberticides :

- Obligation de payer en monnaie de banque pour que le fisc puisse tracer toutes les transactions. Cette obligation d'utiliser les banques pour le moindre règlement et pour stocker sa monnaie est une violence d'état, pas un choix des usagers.
- Droit des Etats à voler une partie des dépôts, c'est-à-dire de la monnaie conservée de façon forcée dans les banques
- Limites nombreuses à ce qu'on peut faire de son épargne liquide.
- Droit accordé aux banques de taxer ad libitum les déposants
- Canalisation fiscale vers des placements finalement à merci des Etats et gérés par les banques avec risque de spoliation fiscale.
- Interventions dans la liberté contractuelle et les règles de rémunérations
- ...

Au nom d'un libéralisme de façade, on a créé un système totalement anti-libéral.

On prétendait, en mettant sur le pavé les idées de Milton Friedmann, que la monnaie était « une marchandise comme les autres » dont la valeur devait s'établir sur des marchés, et voilà que l'Etat ou ses succursales, multiplie les voies de fait contre les usagers de la monnaie.

Naturellement la crise dure. On ne peut pas faire sans conséquences d'aussi grands écarts entre idéologie affichée et réalité, entre motivation légale des institutions et pratiques contraires, entre les faits et les causes.

Les peuples ainsi maltraités au profit de la survie des banques, et accessoirement de leurs dépôts, se rebiffent contre l'idée dominante qui a laissé le système bancaire créer inlassablement une monnaie aventurée dans le financement du néant, sous la supervision borgne des banques centrales.

Le balancier part dans l'autre sens. Le pouvoir de création monétaire des banques est soudain à l'encan démocratique.

Un rapport signé par un parlementaire islandais du Parti du progrès, Frosti Sigurjonsson, préconise d'enlever aux [banques le pouvoir de créer](#) de la monnaie. Une votation suisse pour une « monnaie pleine » suit avec succès la procédure, en ayant obtenu plus de 100.000 signatures. Il y a aura vote en 2018. Le débat sur le rôle des banques centrales et la « distribution d'argent au peuple par hélicoptère » va dans le même sens et rejoint la polémique sur la règle imposée en 1973 qui interdit aux banques centrales de financer directement les Etats.

Du coup, on ressort les propos d'économistes qui, très nombreux au cours de ces trois cent dernières années, ont eu la tentation de priver la banque du droit de création de monnaie laissant le seigneurage au profit des Etats. De Ricardo à Maurice Allais, ils sont extrêmement nombreux. Il est vrai que depuis longtemps on associe avec raison le cycle décennal à la purge périodique des excès de crédits bancaires. En soulignant que les pertes colossales provoquées par la crise de 2008 ont largement le fruit d'une création monétaire débridée des banques, on réactive automatiquement le débat sur « qui doit créer de la monnaie ? ». Le FMI a curieusement contribué à échauffer les esprits en publiant l'étude de Jaromir Benes et Michael Kumhof : The Chicago Plan Revisited (Retour sur le plan Chicago) qui discute les propositions d'Irving Fisher qui vont dans ce sens qu'il avait formulé dans les années trente, à la suite de la faillite en chaîne de milliers de banques.

(<http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.imf.org%2Fexternal%2Fpubs%2Fft%2Fwp%2F2012%2Fwp12202.pdf>)

La question est tout de même assez technique et, il faut l'avouer sans fausse pudeur démocratique, assez largement au dessus des moyens de tous ceux qui n'ont pas longuement étudié la question. Le grand public est néanmoins appelé à la trancher. On peut le craindre car le sujet contient d'excellentes perspectives démagogiques :

- Les banques sont mal aimées
- L'idée que de l'argent gratuit pourrait se retrouver dans la poche de tous sans rien faire est tentante.
- Le tout peut s'enrober dans une idée simple du bien commun opposé aux vilains profiteurs
- Toute critique de ces merveilleuses mesures peut être écartée d'un revers de la main comme achetée par le système financier et portée par des « complices » des banques.

Le terrain est meuble pour semer des graines de passion et obtenir une jolie mobilisation. Des centaines de milliers de personnes ne comprenant pas toutes les arcanes du sujet peuvent se trouver séduites par un grand coup de pied dans la fourmière et « arrive que pourra, au moins on se sera défoulé ». C'est un peu le même mode d'agrégation de réflexes « anti-système » que l'on retrouve dans l'idéologie qui veut que les monnaies locales soient parfaites et les monnaies d'Etat mauvaises, ou qui laisse croire que la taxation des opérations financières aboutirait, en trois minutes, à sortir le monde de la pauvreté, des difficultés écologiques, et des grandes épidémies.

L'initiative marche aussi bien en Islande où le système bancaire, croyant appuyer sa création monétaire extravagante sur des actifs mondialisés considérés comme réels, s'est effondré du fait de la faiblesse des « collatéraux », provoquant des pertes que la place ne pouvait couvrir (elles étaient de plusieurs fois le PIB marchand Islandais) et la Suisse où des pertes considérables ont été subies par UBS et le Crédit Suisse plusieurs

fois supérieurs également au PIB suisse mais où les traditions bancaires et les pétromonarchies pouvaient aider à faire face sans trop inquiéter le citoyen suisse.

Voici donc la castration des banques devenue un thème politique et un levier pour les activistes qui cherchent à dresser les « masses conscientisées » contre la « globalisation néolibérale ».

L'occasion nous est donnée de rappeler les thèses développées ici depuis 8 ans :

- Les banques ne créent de monnaie que de façon contrainte. Elles sont plutôt des amplificateurs de liquidité. La monnaie qu'elles créent devrait être gagée sur la croissance de revenu provoquée par l'investissement productif. Elles sont constamment sous la menace d'une demande de conversion de comptes-courants en monnaie banque centrale et elles doivent donc conserver un portefeuille de prêts négociables et escomptables. Si les banques se sont mises à battre monnaie de façon délirante, la raison en est à chercher dans les sources primaires de liquidité et principalement les retours de balances de paiements excédentaires dans le système bancaire des pays déficitaires. Si on laisse d'énormes excédents et d'énormes déficits se produire, le pays excédentaire ne peut plus investir les gains de devises en interne (il est déjà hyper compétitif), et la devise étrangère se stérilise. Alors il la replace dans le pays où elle a cours. C'est ainsi que l'Allemagne puis le Japon puis la Chine ont créé des hélices doubles de crédits avec les pays déficitaires de contrepartie, surtout les Etats-Unis. Elles ont provoqué les crises de 73-74, 92-93 et 2008-2009. L'afflux de liquidité n'ayant plus de rapport avec la production, les banques ont financé massivement des faux-espoirs de plus values. Les banques ont été le principal vecteur des pyramides de crédits, mais les énormes déséquilibres de balances de paiement sont la vraie cause des crises successives. Il faut donc mettre fin à un système qui permet de tels déséquilibres, si l'on veut agir sur la cause primordiale et pas l'amplificateur.

- Le concept de banque universelle, dont la gestion se fait en symbiose avec l'Etat est un désastre, même si ce modèle est le chouchou préféré des banquiers et des hauts fonctionnaires français. Nous considérons que la banque de paiement doit être distinguée de la banque de crédit, qui doit elle-même être distinguée de la banque d'investissement. Les ressources des banques de crédit et d'investissement doivent limiter la « transformation », afin que des crédits à court terme ne viennent pas financer des investissements à long terme.

- La banque de paiement est une société de service. Elle assure la conservation de la monnaie et organise ses mouvements. Le progrès technique et la concurrence doivent permettre de faire baisser le coût de garde et le coût de transaction. Naturellement, l'usager paie pour le service et la fausse gratuité du compte chèque disparaît. Si le déposant (qui fait du coup un vrai dépôt) veut conserver son encaisse liquide, il le laisse en compte courant, où il est inaccessible : la banque n'en prend pas possession. Il est d'usage de considérer que le coût de la partie gestion de compte pour l'usager est actuellement masqué car pris en compte partiellement par le banquier. L'informatisation a changé la donne : la partie paiement et conservation voit ses coûts baisser de façon étonnante. La banque doit faire face à de nouveaux concurrents tous les jours sur ce segment. Le mouvement est donc clair vers une autonomisation de la fonction « tenue de compte et paiement ». Si les banques de paiements sont des sociétés de service, on ne voit guère d'inconvénients à ce que des réseaux de géants mondialisés se constituent, avec une capacité d'amortir les investissements techniques sur une grande échelle, baissant encore le coût facturé au déposant. L'important est d'éviter les monopoles.

- Les banques de crédit fonctionneront à partir d'argent emprunté sur le marché monétaire. Les banques spécialisées dans des marchés particuliers dont les durées de prêts seront ajustées. Elles pourront également escompter auprès de la banque centrale un portefeuille de prêts afin d'obtenir une liquidité nouvelle non préexistante dans le système. Comme les marchés de devises sont interconnectés, elles pourront acheter des liquidités en excédent à l'étranger et convertir les devises pour couvrir leur besoin de liquidité. Mais comme les grands excédents et déficits seront bannis et que nous considérons que les changes fixes et ajustables sont le seul moyen d'éviter les trop gros déséquilibres, le risque d'une abondance excessive de liquidité est impossible.

- L'ensemble du système que nous proposons évite les paniques bancaires, sauf vol direct des dépôts dans les banques de paiement par un état spoliateur et vorace, ce qui paraît inconcevable car parfaitement inutile. Il limite les crises périodiques en évitant partiellement les effets d'emballlement.

- Son risque est de faciliter la thésaurisation. Mais on voit que ce risque existe déjà.

- Pour une croissance de trois à quatre pour cent par an, il ne faut pas une création monétaire gigantesque. Si les encaisses désirées restent stables, le refinancement monétaire des investissements financés à découvert par les banques augmentera au rythme de la croissance.

- Reste la question des financements de l'Etat. Utiliser les banques centrales pour alimenter directement le trésor n'est pas une solution, sauf pour le financement d'investissement que seul l'Etat peut faire et dont il est certain qu'ils créeront directement ou indirectement du revenu. Cela devrait rester interdit, en temps ordinaire pour le financement de l'impasse primaire. Le risque, sinon, est de créer une inflation incontrôlable. Pour les investissements publics longs, il n'est pas absurde que les Etats s'endettent prioritairement auprès de la banque centrale, sous réserve de règles prudentielles extrêmement sévères. Il n'est par exemple, pas question que l'on finance une hausse des salaires des fonctionnaires de l'éducation nationale sous prétexte que l'investissement dans les hommes est un investissement productif.

- La question des circonstances exceptionnelles, des dépressions lourdes, des collapsus, comme dans les années 1930 ou les années 2010 est évidemment différente. Là, presque tous les moyens sont bons. L'important est de ne pas se mettre dans de telles situations. La seule solution est dans un bon système monétaire international, basé sur les changes fixes, la responsabilité des Etats vis-à-vis du change, et l'interdiction ou la pénalisation des gros déficits et des gros excédents.

Est-ce à une procédure référendaire qui faut confier l'ensemble de ces questions ou à une conférence internationale ? La seconde solution serait sans doute la meilleure. Mais un nouveau Bretton Woods est-il simplement possible ? Peut-être des votations peuvent-elles en créer les conditions. Mais il est difficile de faire face à la complexité par des simplismes, encore que de toute éternité on sait qu'il faut parfois trancher les nœuds gordiens avec plus de violence que de réflexion.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile.